

Égypte : solidaires avec les travailleurs/ses de Pirelli à Alexandrie

Le 10 juin, les travailleurs/ses de l'usine Pirelli d'Alexandrie se sont mis en grève car ils et elles revendiquaient :

- **Le respect par Pirelli de l'article 85 de la Loi sur le Travail (de 2003) concernant les calculs des primes pour les heures supplémentaires.** Pirelli spolie les travailleurs/ses en les calculant sur le salaire de base et non le salaire réel.
- **Le respect par Pirelli des règlements sur les primes** qui stipulent que la réduction des primes de production doit être faite à un taux de 10% par 0.1% de volume produit endommagé, lorsque le taux de production altérée atteint 2%. La compagnie applique les réductions à partir d'un taux de malfaçon de 1.4%.
- **Le respect par Pirelli de la convention nationale du travail qui prévoit, pour 2011, le paiement d'une allocation spéciale** aux travailleurs/ses, calculée à partir du salaire de base, et non d'une partie de celui-ci comme le fait la direction de Pirelli.
- **Le respect par Pirelli de la convention collective nationale signée en février 2011, qui prévoit la participation des travailleurs/ses aux décisions** concernant les prestations auxquelles ils ont droit, en matière de soins médicaux, de transport, de modalités de paiement des primes.
- **Le respect par Pirelli des dispositions réglementaires concernant les salaires**, modifiées unilatéralement par les patrons de l'usine.
- **Le respect par Pirelli du droit des travailleurs/ses de toucher 10% des bénéfices de l'entreprise.** Ainsi, en 2011, Pirelli a volé un tiers de la somme due aux travailleurs/ses !
- Contrairement à ce qu'elle pratique dans d'autres pays, l'entreprise Pirelli n'assume pas sa responsabilité en ce qui concerne les soins de santé pour les travailleurs/ses et leurs familles, de même que pour l'adaptation du salaire au taux d'inflation et à l'augmentation des prix des biens de base, etc.



La grève est motivée par l'exigence du respect de ce qui est prévu légalement !

Le Comité syndical de Pirelli est affilié à l'officielle Union générale des travailleurs de la chimie, elle-même affiliée à la Fédération Syndicale égyptienne (ETUF) ; préalablement à la grève, il a fait de nombreuses démarches pour éviter ce mouvement. Avant cette grève, la direction de l'usine a refusé toute négociation ; elle a adopté la même position une fois la grève démarrée. **Pour empêcher les travailleurs/ses de reprendre la production, d'autogérer l'usine, les patrons ont coupé l'alimentation en eau et électricité. Cinq animateurs de la grève ont été licenciés :** Shaaban Abdel-Latif Yussef, Ashraf Khamis connu aussi sous le nom de Ashraf El-Gazzar, Ahmed Kandil du comité syndical, Ashraf Ashmawi membre du comité syndical et président de l'association des salariés actionnaires de la compagnie, Mohamed Jarrana membre du comité syndical. La Fédération égyptienne des syndicats indépendants (EFITU) a exprimé sa solidarité avec la grève des travailleurs/ses de Pirelli et elle soutient leurs revendications.

Les ouvrier-es d'Alexandrie ont manifesté devant le Consulat d'Italie ; promesse leur a été faite que leurs revendications seraient transmises à la direction du holding Pirelli et au gouvernement italien. **Mais l'entreprise-mère, en Italie, soutient activement les pressions contre les grévistes d'Égypte !** Nous dénonçons le chantage patronal consistant à menacer de ne pas verser les salaires dus aux grévistes ! **Avec les grévistes d'Alexandrie et tous les syndicalistes indépendants d'Égypte, l'Union syndicale Solidaires exige la satisfaction des revendications des travailleurs/ses de Pirelli et la réintégration des camarades licenciés.**

Europe : vers un mouvement d'ensemble ?

Les syndicats britanniques organisent une **manifestation interprofessionnelle le 20 octobre, à Londres**. Plusieurs syndicats de l'État espagnol travaillent à la préparation d'une **journée de grève générale en automne**. Plusieurs syndicats de base d'Italie ont construit un front commun organisant **des grèves interprofessionnelles**... En Grèce, au Portugal, etc., l'actualité revendicative est forte également. **L'Union syndicale Solidaires continue à rechercher l'unité des syndicats de lutte pour construire un mouvement européen à la hauteur des enjeux !**



Espagne : encore des mesures d'austérité !



L'Union syndicale Solidaires exprime sa plus ferme condamnation du nouveau Plan Rajoy (Premier ministre), qui cherchant à économiser 65 milliards d'euros de dépense publique, le fait encore une fois entièrement aux dépens de la classe travailleuse qui n'a pas causé la crise.

Outre l'augmentation de la TVA, qui frappe toujours plus durement les revenus les plus modestes, **ce plan détruit systématiquement toutes les conquêtes sociales de l'après-franquisme, tant au niveau des prestations (indemnité chômage, plan de dépendance, salaires des fonctionnaires) qu'à celui du droit du Travail.** Le chef du gouvernement fait savoir que son but est de rapprocher la gestion du secteur public de celle du privé : bien sûr, il a été démontré que les banques sont un modèle d'efficacité, non ?

La brutalité avec laquelle a été traitée la Marche noire des mineurs des Asturies montre aussi que ce que vise la politique de Rajoy, c'est le retour de la **dictature au profit du capital.** L'Union syndicale Solidaires salue la résistance des peuples de l'État espagnol et leur exprime sa totale solidarité, en particulier aux syndicats indépendants et de base.

Europe : pour une coordination du syndicalisme de classe...

Les centrales syndicales participant à la Conférence Internationale « Réponse syndicale à la crise capitaliste mondiale » le 20 juin 2012 à Iruñea-Pampelune, dans le cadre du VIIIe Congrès de la centrale syndicale basque LAB, manifestent leur conviction de l'importance de la lutte du syndicalisme de classe, de façon coordonnée et conjointe contre la crise actuelle mondiale du capitalisme, et ses conséquences (réductions des droits du travail, des droits sociaux et syndicaux). Sous le prétexte de la crise, ces mesures sont appliquées par les classes dominantes de la plupart des pays à l'encontre de la classe travailleuse, avec des nuances mais suivant toujours le même objectif : celui de garantir la reproduction du système capitaliste.

Parmi les organisations syndicales invitées au congrès de LAB (Pays basque) : SAT (Andalousie), CTA (Argentine), PEO (Chypre), STC (Corse), CUT (Galicie), PAME (Grèce), UGTG (Guadeloupe), USB (Italie), USTKE (Kanaky), IAC (Catalogne), CGTP-IN (Portugal), COSATU (Afrique du sud), Union syndicale Solidaires (France)

La crise capitaliste actuelle s'est manifestée en 2008, en particulier dans l'Union Européenne (UE) et l'Amérique du Nord lors de l'explosion de la bulle immobilière et financière sur laquelle se nourrissait le système. Elle est utilisée par le capital financier, la banque et les grandes multinationales pour renforcer leur position de classe et développer le capitalisme le plus sauvage et brutal, imposé de façon antidémocratique par l'oligarchie à l'ensemble de la classe travailleuse européenne, spécialement dans les États de l'UE. Pendant que des millions d'euros de l'argent public sont offerts aux banques, ils imposent toute sorte de reculs sociaux : augmentation de l'âge de la retraite, dérégulation de la négociation collective, réduction des salaires, réduction de la dépense publique et dans les secteurs stratégiques comme la santé ou l'éducation, etc. Les syndicats et centrales syndicales réunis aujourd'hui considèrent qu'il est nécessaire de coordonner les syndicats de classe qui s'opposent à ce système capitaliste manifestement injuste. De même, **il est nécessaire de coordonner un calendrier commun aux centrales syndicales, mouvements sociaux et organisations qui, dans l'ensemble de l'UE, s'opposent au modèle actuel de construction européenne.** Face à l'Europe du capital et des États que nous imposent le Fond Monétaire International, la Commission Européenne et la Banque Centrale Européenne, nous défendons une Europe Sociale et des Peuples, au service de la classe travailleuse du continent.

Palestine : « tant qu'il y aura un blocus », un DVD solidaire...



Un an seulement après l'abordage meurtrier de la Flottille de la Liberté par l'armée israélienne, les sociétés civiles du monde entier se sont mobilisées pour rassembler une nouvelle flottille, plus importante et tout aussi déterminée que la précédente. Une douzaine de bateaux, grec, suédois, italien, canadien, irlandais, espagnol, américain et français, à leur bord 1 200 passagers, militants, hommes et femmes politiques, médecins, journalistes, citoyens et personnels d'équipages, tous volontaires et décidés à briser le blocus, à acheminer de l'aide humanitaire. Partout en France et pendant un an, **les militants d'Un bateau français pour Gaza mènent campagne et permettent à deux navires de rejoindre la flotte internationale à Athènes.** Sabotage, crise politique en Grèce, pressions israéliennes et complicités diplomatiques internationales entraveront cette odyssée vers Gaza.


« Tant qu'il y aura un blocus » retrace l'histoire d'un pari fou : traverser la méditerranée pour briser le blocus de Gaza, une action politique et humanitaire internationale portée par la force de la mobilisation citoyenne. DVD à commander (9 €) à la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine - 14, passage Dubail 75010 Paris.

Iran : nouvelles arrestations de militant-es du mouvement ouvrier

Le récit qui suit est celui d'un témoin direct de l'arrestation, le 15 juin dernier, de militant-es et des membres du Comité de Coordination pour la création d'organisations ouvrières en Iran.

Quelqu'un parle et d'autres attendent leur tour pour prendre la parole au sujet des salaires modestes et du niveau de vie désastreux de la classe ouvrière, des contrats blancs, à durée déterminée, des licenciements collectifs qui se succèdent ... Une soixantaine de membres du Comité de coordination pour la création d'organisations ouvrières, quelques militant-es ouvrières et invité-es se sont réuni-es dans une maison de la banlieue ouvrière de Karaj où se tient ce jour-là l'assemblée générale annuelle du Comité. La plupart s'y sont rendus directement de leur travail et ressentent encore la fatigue. Il est presque midi, ils et elles vont bientôt déjeuner. La maison est petite, les gens doivent s'asseoir serrés et parler bas pour ne pas déranger les voisins...

Soudain des cris et des détonations retentissent dans le hall d'entrée. On s'arrête de parler et on se précipite vers la porte pour aller voir ce qui se passe... mais **brusquement la porte se fracasse et des hommes armés rentrent en nombre et crient : « Tous à terre, salopards... sinon on tire ! »**. Certains protestent « *qui êtes-vous ? Montrez votre mandat !* » Mais ils sont accablés de coups de bâtons, de gifles et d'insultes. Les agents les allongent tous au sol et les menotent les mains dans le dos. Quelle vision ! **Le sol est couvert de travailleurs, les agents marchent sur leur dos et on entend les os craquer.** Ils hurlent et insultent, ils frappent énergiquement certains. Je relève la tête pour regarder, je vois un vieil homme (Rahman Ebrahim Zadeh) accroupi sous les coups de poing et de pied d'un jeune ; plus loin, c'est Mahmoud Salehi qui est battu et probablement sur les reins; Mohammad Abdi-Pour continue à protester contre cette intrusion illégale, malgré les coups répétés ; c'est pareil pour Maziar Mehr-Pour ; Vafa Ghadéri, avec sa silhouette menue, reste ferme comme une roche. Ils jettent une jeune femme violemment la tête contre le mur [...]



Les syndicats français condamnent la vague de répression à l'encontre de militants ouvriers en Iran

Les organisations syndicales françaises Cfdt, CGT, FSU, Solidaires et UNSA condamnent avec force la répression à l'occasion de l'assemblée annuelle du "Comité de coordination pour la création d'organisations ouvrières".

Le 15 juin 2012, plus d'une soixantaine de militants parmi lesquels de nombreux membres du Comité ont été attaqués, arrêtés puis torturés par les forces de sécurité de la ville de Karaj. Pendant l'opération, les forces répressives tiraient des coups de feu en l'air pour terroriser la population. A l'heure actuelle, une dizaine d'entre eux sont toujours emprisonnés, et pour certains, de lourdes cautions leur sont réclamées.

Nous nous préoccupons vivement de leur sort, notamment celui de Mahanoud Salehi, invité à notre séminaire qui s'est tenu au mois de mai à Paris et dont la santé est fragile.

Nous réclamons la libération sans condition de tous les travailleurs ainsi que des autres militants des mouvements sociaux emprisonnés comme Reza Shalshahi qui est détenu depuis deux ans et condamné à six ans de réclusion pour ses activités syndicales.

Les organisations syndicales françaises soutiennent les revendications des travailleurs iraniens pour la création de syndicats indépendants. Elles saluent leur courage et appellent les autorités iraniennes à respecter les droits des travailleurs.

Nous assurons encore une fois les travailleurs iraniens en lutte de la solidarité du monde du travail organisé en France et notamment des organisations syndicales signataires du présent appel.

Des dizaines de véhicules de la police et de la sécurité et de nombreux agents lourdement armés — comme s'ils venaient combattre un régiment militaire ou arrêter de dangereux malfrats — attendent dehors. **Ils nous poussent par la tête dans les camionnettes, quelques-uns tombent par terre, ils frappent la tête d'un vieux contre la portière,** le sang commence à jaillir de son front blessé, quelques-uns se trouvant près de lui protestent et l'aident à monter. Ils amassent beaucoup de gens dans chaque véhicule de sorte qu'on a du mal à respirer, il fait étouffant, on est serrés les uns contre les autres, les poignets blessés par les menottes en caoutchouc. Les camionnettes démarrent, environ une demie-heure plus tard on arrive à la prison de Rajai-Shahr. Ils nous font descendre, pieds nus, sur le sol brûlant de la cour, certains ont aussi les pieds attachés. Ils nous mettent en rang, vident le sac contenant les chaussures devant nous [...] On traverse les couloirs sinueux de la prison du Capital. On est stoppés et ils nous bandent les yeux. Un agent crie : « *Face contre le mur, videz vos poches, baissez la tête* ». Ceux qui ne baissent pas la tête sont frappés à la nuque. On est répartis dans des cellules, on discute, le moral est bon, « *Nous défendrons le Comité et le mouvement ouvrier, nous n'avons fait que défendre les droits de ceux qui appartiennent à notre classe et nous nous battons jusqu'au dernier souffle* », et ce fut ainsi. Dans la soirée, de longs interrogatoires, souvent accompagnés de coups et d'injures, ont commencé. Ils essayaient arduement de relier les détenus aux diverses organisations politiques mais en vain. Cela a duré jusqu'au lendemain soir. Samedi soir ils ont ouvert les portes des cellules, lu une liste de personnes à libérer, mais neuf d'entre nous restent encore enfermés [...] www.iran-echo.com/index.html www.iranenlutte.wordpress.com

Mauritanie : grève dans les mines de cuivre d'Akjoujt

Les travailleurs de la société MCM, qui exploite les mines de cuivre d'Akjoujt, sont entrés en grève le 11 juillet pour exiger l'application du protocole d'accord signé depuis décembre dernier portant amélioration de leurs conditions de travail et de rémunération. Ce mouvement, soutenu par la CGTM, fait suite au préavis déposé depuis le 28 juin, et à des mois durant lesquels les travailleurs de la MCM ont été confrontés à une direction qui refuse de respecter ses engagements.

Dès le début de la grève, les représentants des travailleurs ont été convoqués à Nouakchott, pour entamer un nouveau round de négociations avec la société sous la supervision de l'administration du travail. Là encore, la direction a refusé de négocier. **Pressions, provocations et chantage ont été exercés sur les salarié-es pour tenter de leur faire abandonner la grève.**

Les revendications peuvent être satisfaites sans souci par une société qui affiche chaque année des chiffres d'affaires record. Le prix du cuivre n'a jamais été aussi élevé qu'aujourd'hui. Ce que veulent ces travailleurs, c'est juste une meilleure répartition des ressources tirées de cette exploitation abusive des richesses naturelles.



www.cgtm.org/?lang=fr

Pays basque : soutien au processus démocratique

Les centrales syndicales et syndicats participant à la Conférence Internationale dans le cadre du congrès de la centrale syndicale basque LAB, manifestent appui, solidarité et soutien au peuple basque et à son droit légitime de libre détermination. En ce moment historique au Pays Basque, **nous affirmons notre soutien total au processus démocratique et unilatéral encouragé par la gauche indépendantiste basque, qui a rendu possibles des pas positifs en vue de surmonter, de façon démocratique, le conflit politique qui oppose le Pays Basque aux États espagnol et français** ; il en est ainsi de la Conférence Internationale de Paix à Donostia-Saint-Sébastien en octobre 2011 où des personnalités internationales comme Kofi Annan ont instamment prié le gouvernement espagnol d'ouvrir des voies de négociation, respectant ainsi la volonté majoritaire de la société basque.

Par ailleurs, **les organisations syndicales dénoncent les États espagnol et français qui refusent de reconnaître le droit du peuple basque à décider de son avenir, et s'obstinent à maintenir la voie répressive**. Dans ce sens, nous exigeons la libération immédiate de Rafa Díez Usabiaga, ex-Secrétaire Général de LAB, incarcéré pour son activité politique en faveur des droits de la classe travailleuse et de l'ensemble du Pays Basque. www.labsindikatu.org

Algérie : répression envers celles et ceux qui luttent

Cinq membres du comité national pour la défense des droits des chômeurs ont été arrêtés le 5 juillet à l'aube par les services de sécurité en civil à Alger, avant un sit-in. À l'issue de celui-ci, plus de 50 manifestant-es ont été interpellé-es par les services de sécurité. **Leur faute ? Mettre en cause pacifiquement les pouvoirs publics, les mettre en face de leurs responsabilités ! La répression envers la manifestation pacifique de 45 000 gardes municipaux s'est traduit par 700 arrestations, 4 disparitions et 1 mort**. C'est cette même politique autoritaire qui a conduit le pouvoir algérien à **agresser les salarié-es du secteur de la Justice qui ont mené une grève de la faim de près de deux mois...** ou encore à empêcher des militant-es syndicaux et associatifs de participer à des rencontres internationales. www.maisondessyndicats-dz.com

Migrations : rencontre européenne à Milan, le 30 juin



Le 30 juin, plusieurs syndicats européens (CUB d'Italie, CGT de l'État espagnol, IAC de Catalogne et l'Union syndicale Solidaires), des associations italiennes intervenant dans le secteur de l'immigration, se sont réunies à Milan. Après un échange sur les situations des migrant-es dans chaque pays (politiques migratoires, lois concernant les titres de séjour, rétention, etc.), l'essentiel a été consacré aux luttes menées, puis au travail commun à mener. **L'Union syndicale Solidaires s'inscrit dans les orientations fixées ; l'élargissement du réseau demeure nécessaire pour l'efficacité de nos actions.**

Turquie : halte à la répression antisyndicale !

Le gouvernement turc a organisé, le 25 juin, une opération de police dans plus de 20 départements, dans le cadre de la répression contre le KCK (Union des Communauté du Kurdistan) ; le siège de la Confédération des Syndicats des Travailleurs/ses du secteur public (KESK) a été perquisitionné, plus de 70 syndicalistes kurdes membres de syndicats affiliés à la KESK ont été arrêté-es et placé-es en garde à vue. À l'issue de celle-ci, plusieurs **d'entre eux/elles ont été emprisonnés**.

La participation à des actions et activités syndicales de KESK est considéré comme délit lors des interrogatoires. **Cette opération est un des épisodes quotidiens de la terreur d'État et s'inscrit dans un contexte de répression violente envers le mouvement kurde, le mouvement social et plus largement toute forme d'opposition qui s'exprime contre le gouvernement**. Chaque jour la Turquie se réveille avec une nouvelle opération d'arrestations et de perquisitions massives, perpétrées au petit matin par les équipes de la police « antiterroriste ». Il y a quelques semaines, plus de 90 étudiant-es en médecine, syndiqué-es et accusé-e-s d'être membres du KCK, avaient été arrêté-es et 13 d'entre eux/elles emprisonné-es. Le 14 février dernier, 9 femmes syndicalistes avaient été emprisonnées suite à une opération contre le KESK.

La France continue de coopérer dans les domaines économique et sécuritaire avec le gouvernement d'Ankara, et l'Union européenne se distingue par son silence assourdissant sur les violations massives de droits humains en Turquie. Il y a quelques semaines l'Assemblée votait une loi interdisant le droit de grève dans le secteur aérien, au même moment, plus de 300 salarié-es de la Turkish Airlines qui avaient participé à des protestations contre cette loi étaient averti-e-s par SMS de leur licenciement. **L'Union syndicale Solidaires exprime son soutien et sa solidarité avec la Confédération KESK et exige la libération immédiate des syndicalistes emprisonné-es ; leur seul « délit » est de lutter pour les droits et libertés syndicales, pour la paix et la démocratie, et l'arrêt immédiat de la répression antisyndicale.**